

BHOUTAN

Les observateurs internationaux doivent pouvoir se rendre à la frontière entre le Bhoutan et l'Inde

Index AI : ASA 14/002/2003
ÉFAI

Mardi 23 décembre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International est vivement préoccupée par des informations selon lesquelles des civils ont été pris dans une offensive militaire de l'Armée royale du Bhoutan, menée contre les camps établis par l'*United Liberation Front of Assam* (ULFA, Front unifié de libération de l'Assam), le *National Democratic Front of Bodoland* (NDFB, Front démocratique national du Bodoland) et la *Kamtapur Liberation Organization* (KLO, Organisation de libération du Kamtapur). Ces groupes séparatistes du nord-est de l'Inde disposent de bases militaires dans le sud du Bhoutan.

Amnesty International croit savoir que la frontière entre le Bhoutan et l'Inde a été partiellement fermée. En outre, une zone de cinq kilomètres de chaque côté de la frontière aurait été établie, où il n'est pas permis d'accéder.

« *Les autorités bhoutanaises et indiennes doivent autoriser sans délai les observateurs internationaux et les organisations humanitaires concernées à se rendre à la frontière* », a exhorté Amnesty International.

Selon des informations non confirmées, des non-combattants qui vivaient auparavant dans les camps, dont au moins 30 femmes identifiées et leurs enfants, se sont rendus à l'Armée royale du Bhoutan et pourraient être livrés aux autorités indiennes.

Amnesty International déplore qu'aucune information n'ait été rendue publique concernant le lieu où ils se trouvent et leurs conditions de détention.

D'après des articles de presse non confirmés, un porte-parole de haut rang de l'ULFA a fait savoir que ce Front lancerait des attaques contre les civils bhoutanais résidant dans le nord-est de l'Inde, si les autorités bhoutanaises refusent de mettre un terme à l'offensive militaire.

« *Les deux camps doivent respecter pleinement le droit international*

humanitaire, notamment l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949, qui protège les civils durant les périodes de conflit, a déclaré Amnesty International, avant de souligner :

« *Les parties au conflit doivent veiller à ce que les civils puissent quitter en toute sécurité la zone où se déroulent les combats.* »

Complément d'information

L'ULFA, le NDFB et le KLO sont des groupes séparatistes opérant dans le nord-est de l'Inde. Le gouvernement bhoutanais a organisé une série de pourparlers avec les dirigeants de ces groupes, qui ont implanté des camps dans le sud du Bhoutan en 1991, en vue de les convaincre de quitter le pays. Au cours des derniers événements en 2003, ces groupes ont fait fi de l'ultimatum fixé au 30 juin par le gouvernement bhoutanais : soit ils quittaient leurs camps, soit ils s'exposaient à une opération militaire.

Lors de la réunion de l'Assemblée nationale du gouvernement du Bhoutan, qui s'est tenue de juin à août 2003, il a été convenu que le roi Jigme Singye Wangchuck tenterait une dernière fois de dialoguer afin de persuader les dirigeants des groupes séparatistes de démanteler leurs camps et de quitter le pays. S'il devait échouer, le Bhoutan, épaulé par le gouvernement indien, mènerait une action militaire. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>